



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général du Gouvernement**

Direction des services  
administratifs et financiers

**Réalisation de services numériques en mode produit agile piloté  
par l'impact**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P)**

**Numéro de consultation : 25\_BAM\_044\_AC00**

**Procédure de passation :** appel d'offres ouvert en application des  
dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la  
commande publique.



<b>TABLE DES MATIÈRES</b>
---------------------------

<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES BENEFICIAIRES DE L'ACIM .....</b>	<b>7</b>
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur .....	7
1.2 Mandat de délégation de la DAE .....	7
1.3 Membres du groupement de commande.....	7
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 - LIMITES AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>12</b>
8.1 Formalité de la remise en concurrence en vue de la passation d'un marché subséquent .....	12
8.2 Forme du marché subséquent .....	14
8.3 Pièces constitutives du marché subséquent .....	15
8.4 Durée du marché subséquent.....	15
8.5 Émission des bons de commande .....	16



8.6	Délais d'exécution des prestations .....	17
8.7	Évaluation sur la qualité du service .....	18
8.8	Résiliation d'un marché subséquent.....	18
<b>ARTICLE 9 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....</b>		<b>18</b>
<b>ARTICLE 10 - CONSIDERATIONS SOCIALES.....</b>		<b>20</b>
10.1	Clause d'insertion par l'activité économique .....	20
10.2	Les publics visés.....	20
10.3	Objectif d'insertion.....	21
10.4	Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion .....	22
10.5	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales .....	23
10.6	Les modalités de contrôle de l'action d'insertion .....	24
<b>ARTICLE 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>		<b>25</b>
11.1	Représentation des parties.....	25
11.2	Conditions d'exécution.....	26
11.3	Lieu d'exécution .....	30
11.4	Obligations du titulaire.....	30
11.5	Opérations de vérification .....	40
11.6	Pénalités.....	40
<b>ARTICLE 12 - REGIME FINANCIER.....</b>		<b>44</b>
12.1	Forme et contenu des prix .....	45
12.2	Révision des prix.....	Erreur ! Signet non défini.



12.3	Avances .....	47
12.4	Acomptes .....	47
12.5	Cession ou nantissement de créance .....	47
12.6	Modalités de facturation .....	Erreur ! Signet non défini.
12.7	Modalités de paiement.....	48
12.8	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre .....	48
<b>ARTICLE 13 - CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>		<b>49</b>
13.1	Evolution des expertises du CCTP .....	49
13.2	Modifications et ajouts à la suite d'une évolution réglementaire/normative de prestations.....	49
13.3	Atteinte du montant maximum .....	50
<b>ARTICLE 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>		<b>50</b>
14.1	Propriété des résultats .....	50
14.2	Régime de propriété intellectuelle applicable à l'outil d'intermédiation .....	50
<b>ARTICLE 15 - STIPULATIONS DIVERSES .....</b>		<b>51</b>
15.1	Langue.....	51
15.2	Sous-traitance .....	51
15.3	Assurances.....	52
15.4	Autres obligations administratives .....	53
15.5	Résiliation.....	53
15.6	Différends.....	55
15.7	Litiges et contentieux .....	55
<b>ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG .....</b>		<b>55</b>



## GLOSSAIRE

Au sens du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des différents documents particuliers du présent accord-cadre, les termes mentionnés ci-après sont définis comme suit :

Acheteur	Service du Premier ministre en charge de la passation, du pilotage et du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, représentant du pouvoir adjudicateur : DSAF
ACIM	Accord-cadre interministériel conclu par l'acheteur avec un ou plusieurs opérateurs économiques, ayant pour objet de définir les termes régissant les marchés subséquents à conclure pendant une période déterminée
AE	Acte d'engagement
BdC	Bons de commande
Bénéficiaires	Services de l'État (services centraux et déconcentrés, services à compétence nationale des ministères et leurs autorités administratives indépendantes) et leurs établissements publics en charge de la passation, du pilotage et du suivi des marchés subséquents.
BPU	Bordereau des prix unitaires
CCAG-PI	Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
CCP	Code de la commande publique
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
CRT	Cadre de réponse technique
DAE	Direction des achats de l'État
DINUM	Direction interministérielle du numérique
EP	Établissements publics de l'État
Expert	Intervenant mobilisé par le titulaire et chargé d'assurer opérationnellement la prestation. L'intervenant est entendu comme toute personne physique exerçant une activité professionnelle indépendamment de son statut (ex : indépendant, salarié) et de la forme juridique de son entreprise (ex : société commerciale, entreprise unipersonnelle, etc.)



Marchés subséquents	Marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre, précisant les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été définies dans l'ACIM
PII	Prestations intellectuelles informatiques
PSSI-E	Politique de sécurité des systèmes d'information de l'État
RGAA	Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité
RGESN	Référentiel général d'écoconception des services numériques
RGI	Référentiel général d'interopérabilité
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RGS	Référentiel général de sécurité
Titulaires	Opérateurs économiques qui concluent l'accord-cadre avec l'Acheteur puis les marchés subséquents avec les bénéficiaires
Incubateur	Structure d'accompagnement qui soutient la création, l'expérimentation et le lancement de produits numériques au sein d'une administration bénéficiaire.
UO	Unité d'œuvre
Utilisateur	Usager ou groupe d'utilisateurs du service ou produit numérique développé. Il peut s'agir : <ul style="list-style-type: none"><li>• de bénéficiaires finaux (ex. citoyens, agents publics),</li><li>• ou d'utilisateurs internes à une administration ou une organisation.</li></ul>



## **ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES BENEFICIAIRES DE L'ACIM**

### **1.1 Identification du pouvoir adjudicateur**

L'État, pouvoir adjudicateur représenté par :

Services du Premier ministre

Direction des services administratifs et financiers

20 avenue de Ségur – TSA 70723, 75334 Paris cedex 07

La personne signataire de l'accord-cadre, représentant du pouvoir adjudicateur est :

Monsieur Thibaut de VANSSAY de BLAVOUS – Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre, nommé par décret du 28 avril 2025 publié au JO n° 0101 du 29 avril 2025.

### **1.2 Mandat de délégation de la DAE**

En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique et aux termes d'un mandat de délégation accordé conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'État (DAE), la DAE confie la conclusion de l'accord-cadre aux services du Premier ministre (SPM).

Conformément à ce mandat de délégation, le présent accord-cadre est conclu par la Direction des Services Administratifs et Financiers (DSAF) pour le compte de la Direction interministérielle du numérique (DINUM) au bénéfice des ministères et établissements publics listés ci-après.

### **1.3 Membres du groupement de commande**

Le groupement de commandes est composé des entités listées ci-dessous :

#### **SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DE L'ETAT**

- Au sein des services du Premier ministre :
  - La direction interministérielle du numérique (DINUM);
  - La direction de l'information légale et administrative (DILA) ;



- Les services relevant du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, notamment l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI);
- La Cour des Comptes ;
- Le ministère des armées
- le ministère de la justice;
- le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique;
- le ministère de la culture;
- le ministère de l'intérieur ;
- le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse; l'enseignement supérieur et de la recherche;
- le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles
- le ministère des sports;
- le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire;
- le ministère de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification
- La préfecture de Police (Ville de Paris).

#### **ETABLISSEMENTS PUBLICS**

- L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME);
- L'agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence bio);
- L'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT);
- L'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI);
- L'agence nationale de sécurité du médicament (ANSM);
- L'agence nationale des titres sécurisés (ANTS);
- Le centre d'étude et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA);
- L'institut national de l'information géographique et forestière (IGN);
- L'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ;
- Le GIP de l'inclusion ;
- La Haute autorité de santé ;
- L'office français de la biodiversité (OFB) ;
- L'université Clermont-Auvergne.

La liste des bénéficiaires est par principe invariable. Cependant, en cas de restructuration organique des membres du groupement de commandes, les nouveaux services en résultant durant l'exécution de l'accord-cadre bénéficient des prestations,





sous réserve du régime juridique applicable à ces entités et des textes particuliers en découlant. Ces dernières évolutions sont constatées par décision administrative.

Les services du Premier ministre sont désignés services centralisateurs. En cette qualité et celle de pouvoir adjudicateur, ils sont chargés de la conclusion, de la gestion et du suivi administratif de l'accord-cadre.

La conclusion, la gestion et le suivi des marchés subséquents sont assurés par chacun des bénéficiaires concernés.

## **ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de conception, de déploiement et d'amélioration continue de services numériques conçus selon l'approche produit agile piloté par l'impact. Il inclut un service d'intermédiation ou d'identification des expertises nécessaires à la mise en œuvre des prestations.

Le détail des prestations figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer un besoin estimant que l'allotissement est de nature à restreindre la concurrence et rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

Cet accord-cadre interministériel est multi-attributaires et s'exécute par la passation de marchés subséquents. Le nombre maximum de titulaires est fixé à 7.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum. Son montant estimatif est de 195 millions d'euros hors taxes sur l'ensemble de sa durée, reconductions comprises. Son montant maximum est fixé à 495 millions d'euros hors taxes sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.



## **ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

La durée de validité de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification. Elle correspond à la période pendant laquelle des marchés subséquents peuvent être lancés.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit tacitement deux (2) fois, pour une durée de 12 mois à chaque date anniversaire de sa notification. Les titulaires ne peuvent pas s'opposer la reconduction.

La durée maximale de l'accord-cadre est donc de quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification. La non-reconduction ne constitue pas une résiliation et n'ouvre pas droit à indemnisation.

En cas de non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au plus tard un (1) mois avant la date de reconduction de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les marchés subséquents conclus avant la date de fin de la période d'exécution concernée continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## **ARTICLE 6 - LIMITES AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE**

Le recours à ce support contractuel est strictement réservé aux projets numériques répondant aux critères d'éligibilité au "mode produit" tels que définis par la DINUM dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Conformément à ces principes, les bénéficiaires ne peuvent recourir au présent accord-cadre que pour des projets respectant ces critères.

Selon ses spécificités propres, chaque bénéficiaire peut préciser, dans les documents contractuels propres au marché subséquent, le périmètre organisationnel ou fonctionnel sur lequel le recours au présent accord-cadre est exclusif. En dehors de ce périmètre, le recours à d'autres supports contractuels demeure possible.

Les bénéficiaires peuvent, à titre ponctuel et exceptionnel, avoir recours à un support contractuel autre que le présent accord-cadre dans les situations suivantes :

- lorsque l'ensemble des titulaires se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations demandées;
- en cas de conflit d'intérêts avéré;



- lorsque l'exécution des prestations requises nécessite l'accès et/ou la détention d'informations ou supports classifiés, ou l'accès à des informations ou supports protégés au niveau « Diffusion Restreinte – Spécial France » au sens de l'IGI n°1300 sur la protection du secret.

Par ailleurs, les bénéficiaires peuvent également ne pas recourir à l'accord-cadre dans le cas où, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre en vue de la conclusion d'un marché subséquent :

- aucune offre n'a été reçue, ou
- aucune des offres reçues n'est conforme, notamment si elles sont jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées.

#### **ARTICLE 7 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Annexe financière - Bordereau des prix unitaires (BPU);
  - Annexe 2 : Annexe relative aux coordonnées des interlocuteurs en charge de l'accord-cadre;
  - Annexe 3 : engagement d'exécution de la clause sociale considéré;
- Le présent cahier des clauses administrative particulières (CCAP) et son annexe :
  - Annexe 1 : Modèle de déclaration de conflit d'intérêts potentiel;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Les référentiels dans leur dernière version :
  - Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA);
  - Référentiel général d'interopérabilité (RGI);
  - Référentiel général de sécurité (RGS);
  - Référentiel général d'écoconception des services numériques (RGESN);
  - La politique de sécurité des systèmes d'information de l'État (PSSIE);



- La circulaire n°6411-SG relative à l'amélioration de la lisibilité des sites internet de l'État et de la qualité des démarches numériques.
- le cadre de réponse technique du titulaire.

L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à la personne publique.

Seules les pièces conservées dans les archives de l'administration font foi.

Tous les textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives de l'accord-cadre par le titulaire.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG PI, bien qu'il ne soit pas matériellement joint à l'accord-cadre. Il en va de même s'agissant des recommandations référençant les normes et standards applicables au sein des systèmes d'information de l'administration.

## **ARTICLE 8 - PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Il appartient à chacun des bénéficiaires de l'ACIM de conclure un ou plusieurs marchés subséquents pour satisfaire ses besoins.

### **8.1 Formalité de la remise en concurrence en vue de la passation d'un marché subséquent**

Chaque bénéficiaire remet en concurrence l'ensemble des attributaires de l'ACIM en vue de la conclusion d'un marché subséquent.

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à présenter une offre ainsi que les documents de la consultation sont transmis aux titulaires de l'ACIM via le profil acheteur du bénéficiaire concerné.

Les documents contractuels du marché subséquent :

- définissent la ou les prestations stipulées dans l'accord-cadre à exécuter dans le cadre du marché subséquent ;
- précisent les éléments de l'accord-cadre propres aux besoins du bénéficiaire ;



- précisent toutes les caractéristiques et modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Le marché subséquent est attribué au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution suivants :

Critères	Pondération
Critère 1 : prix	Entre 30 et 60 %
Critère 2 : valeur technique	Entre 40 et 70 %

Pour chacun des marchés subséquents, les pondérations peuvent être adaptées en fonction des besoins et des caractéristiques particulières du marché subséquent, dans le respect des principes définis ci-avant.

Le Critère 2 : « Valeur technique » peut être décomposé en plusieurs sous-critères, tels que :

- Compréhension des enjeux et des besoins,
- Expertise produit,
- Composition et organisation des équipes mobilisables,
- Qualité et ergonomie du service d'intermédiation,
- Méthodologie d'identification d'experts produit,
- Qualité de suivi des prestations.

Le bénéficiaire se réserve la possibilité de préciser, selon les besoins spécifiques de la consultation, les sous-critères retenus pour l'évaluation des offres.

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre d'invitation et doivent être respectées scrupuleusement par les titulaires.

### **Réponse aux marchés subséquents**

Les titulaires de l'accord-cadre sont invités à répondre à l'ensemble des marchés subséquents. Lorsqu'un titulaire ne souhaite pas soumettre d'offre, il en informe le bénéficiaire, par écrit, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres du marché subséquent.

Un refus de soumissionner doit être motivé par écrit. En cas d'absence prolongée ou répétée de réponse aux marchés subséquents, sans justification recevable, la DSAF peut envisager la résiliation du contrat du titulaire concerné pour manquement à ses obligations de participation.



### **Cas du conflit d'intérêts**

Dans le cadre de la remise en concurrence, les bénéficiaires mettent en œuvre l'article L2141-10 du code de la commande publique relatif aux motifs d'exclusion de la procédure de passation.

Il appartient, à chaque titulaire de l'accord-cadre, de démontrer, lors des remises en concurrence, qu'il n'est pas en position de conflit d'intérêt. Ainsi, chaque titulaire de l'accord-cadre doit notamment identifier s'il se trouve en situation de contrôler et d'évaluer ses propres prestations.

Les titulaires de l'accord-cadre se trouvant dans cette situation doivent en informer par écrit, avant la date limite de remise des offres du marché subséquent, le bénéficiaire.

Si le titulaire n'informe pas le bénéficiaire dans les délais impartis, il est considéré comme ayant manqué à son obligation de réponse.

Le bénéficiaire se réserve alors, au regard des informations qui lui ont été transmises, la possibilité d'exclure le titulaire de l'accord-cadre de la procédure de passation de ce marché subséquent en application de l'article L.2141-10 du code de la commande publique.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à informer, sans délai, le bénéficiaire en charge de la passation de ce marché subséquent, ainsi que la DINUM, en cours de procédure de passation ou lors de l'exécution du marché subséquent de tout changement de situation le plaçant dans une position de conflit d'intérêts.

En application de l'article L2141-12 du code de la commande publique, lors d'une telle situation, le bénéficiaire peut résilier le marché pour ce motif.

Le non-respect des obligations d'informations énoncées ci-dessus emporte résiliation sans préavis ni indemnités du marché subséquent conclu.

### **8.2 Forme du marché subséquent**

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande.

Les prix des prestations sont unitaires.

Les unités d'œuvre (UO) figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) des marchés subséquents reprennent celles définies dans l'accord-cadre interministériel. Elles sont exprimées par niveau d'autonomie, de responsabilité ou de complexité des prestations. Ces UO conservent leur pleine validité au sein du marché subséquent et



peuvent être mobilisées pour chiffrer les prestations demandées. Les prix des UO sont inférieurs ou égaux aux prix plafonds figurant dans l'annexe financière de l'accord-cadre interministériel.

Toutefois, chaque bon de commande émis dans le cadre des marchés subséquents doit s'appuyer sur une expression de besoin structurée, permettant de :

- décrire le périmètre et les objectifs de la mission ou de la prestation ;
- identifier les objectifs à atteindre ou les livrables attendus ;
- associer de manière cohérente les UO mobilisées pour répondre à ce besoin.

Les UO ne peuvent en aucun cas être utilisées pour commander de simples volumes de temps (journées, heures) sans lien avec une prestation finalisée.

Chaque bénéficiaire indique dans son marché subséquent, le type d'attribution et le mécanisme de répartition du marché subséquent retenu.

- **Type d'attribution du marché :**

- Mono-attributaire : un seul titulaire est sélectionné pour exécuter l'ensemble des prestations prévues au marché subséquent.
- Multi-attributaire : plusieurs titulaires sont retenus pour le même marché subséquent, dans la limite de trois (3) attributaires par marché subséquent.

### **8.3 Pièces constitutives du marché subséquent**

Le marché subséquent précise les documents contractuels qui lui sont applicables, en sus de ceux du présent accord-cadre. Ces documents incluent la déclaration de conflits d'intérêts ainsi que la fiche d'évaluation des prestations.

### **8.4 Durée du marché subséquent**

Les marchés subséquents peuvent être conclus durant toute la durée du présent accord-cadre. Pour chaque marché subséquent, le bénéficiaire précise dans les documents contractuels, sa durée et sa date de début d'exécution.

Chacun des marchés subséquents peut être conclu pour une durée maximum de 48 mois (période de reconduction comprise) à compter de sa date de notification.

Toutefois, aucun marché subséquent ne peut donner lieu à l'exécution de prestations au-delà de 24 mois après la fin de validité de l'accord-cadre interministériel, période d'exécution des bons de commande comprise. Cette disposition vise à garantir le



respect de l'obligation de remise en concurrence périodique prévue à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

Cette durée est justifiée par l'objet des prestations de l'accord-cadre. Les prestations ont pour objet l'accompagnement des bénéficiaires dans la mise en place des produits numériques. Ces mises en place nécessitent un accompagnement d'une durée moyenne de trois (3) ans. Une durée de 24 mois couvrirait les durées moyennes des accompagnements produits qui commenceraient peu avant la fin de l'accord-cadre.

### **8.5 Émission des bons de commande**

Pour chacun des marchés subséquents, les prestations sont déclenchées par bon de commande émis par les entités bénéficiaires au fur et à mesure des besoins.

Ils sont émis sur la base des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché subséquent.

Si le marché subséquent est multi-attributaire, les documents contractuels du marché subséquent précisent si les bons de commande sont attribués aux titulaires par la méthode en cascade ou par la méthode du tourniquet.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois après la fin du marché subséquent.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pour des services numériques respectant les critères définis dans le CCTP.

#### **➤ Méthode en cascade :**

Le bénéficiaire transmet au titulaire de rang 1 une demande de faisabilité des prestations à commander, au plus tard, 10 jours calendaires avant la date souhaitée de démarrage des prestations. Le titulaire de rang 1 dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations et informer par écrit (messagerie électronique) de sa capacité à exécuter la prestation à la date de démarrage souhaitée par le bénéficiaire.

En cas de refus du titulaire ou passé ce délai, le bénéficiaire s'adresse au titulaire de rang suivant dans les mêmes conditions, et ainsi de suite, sur la base de la date de démarrage souhaitée adressée au titulaire de rang 1.





Les différents titulaires se voient attribuer les bons de commande en fonction des besoins du bénéficiaire, sans obligation de répartition, ni de montant ou quantité minimum.

Il est fait application des tarifs proposés dans le marché subséquent.

Par dérogation à la règle exposée ci-avant, le bénéficiaire peut décider d'attribuer à l'un des titulaires une expression de besoin qui donne lieu à l'émission de bons de commande portant sur la poursuite d'un projet déjà engagé auprès d'un donneur d'ordre public par ce titulaire, ou au lancement d'un projet complémentaire relevant d'une politique publique ayant fait l'objet de projets préalables conduits par ce titulaire auprès du même donneur d'ordre public au titre du droit de suite.

➤ **Méthode du tourniquet :**

Les expressions de besoin qui donnent lieu à l'émission de bons de commande sont transmises, sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon la règle suivante :

Les expressions de besoin qui donnent lieu à l'émission de bons de commande sont attribuées aux titulaires du marché selon leur ordre de classement établi au terme de l'analyse des offres (la première expression de besoin est notifiée au titulaire classé premier, la deuxième expression de besoin est notifiée au titulaire classé deuxième et ainsi de suite...). Cette répartition se fait sans distinction du montant du bon de commande afférent.

Par dérogation à la règle exposée ci-avant, le bénéficiaire peut décider d'attribuer à l'un des titulaires une expression de besoin qui donne lieu à l'émission de bons de commande portant sur la poursuite d'un projet déjà engagé auprès d'un donneur d'ordre public par ce titulaire, ou au lancement d'un projet complémentaire relevant d'une politique publique ayant fait l'objet de projets préalables conduits par ce titulaire auprès du même donneur d'ordre public au titre du droit de suite.

## **8.6 Délais d'exécution des prestations**

Les délais d'exécution des bons de commande sont ceux fixés dans les documents contractuels du marché subséquent. Le point de départ de ce dernier est soit la date figurant sur le bon de commande ou à défaut celle de sa notification.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les



circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

Durant la période de réalisation de la prestation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et le bénéficiaire. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

### **8.7 Évaluation sur la qualité du service**

Conformément à l'article 11.4.9 du présent CCAP, les prestations réalisées font l'objet d'une évaluation.

### **8.8 Résiliation d'un marché subséquent**

La résiliation d'un marché subséquent est prononcée par le bénéficiaire dans les conditions prévues au CCAG-PI.

Toutefois, le marché est résilié sans préavis ni indemnité pour inexactitude des documents et renseignements fournis aux titres des articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ainsi que pour les marchés subséquents conclus en méconnaissance de l'obligation de l'information d'existence d'un conflit d'intérêts.

La résiliation du marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du marché subséquent est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## **ARTICLE 9 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

### **Supports des livrables**

Les livrables documentaires sont transmis de préférence sous format dématérialisé, via un espace de travail collaboratif mis à disposition par le bénéficiaire ou par tout autre moyen validé d'un commun accord. Dans la mesure du possible, les fichiers sont compressés afin d'en faciliter le transfert, tout en garantissant leur lisibilité.

Les livrables doivent être systématiquement transmis sous un format modifiable par le bénéficiaire. À la demande de ce dernier, le titulaire s'engage à fournir les documents sous un format ouvert, au sens des standards d'interopérabilité définis par la réglementation applicable.



Lorsque la transmission sous format papier est nécessaire, les livrables doivent être imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé, garantissant l'usage de fibres issues de forêts gérées durablement. L'ordre de priorité suivant est recommandé :

- papier recyclé,
- papier éco-labellisé (Écolabel européen, NF Environnement, Ange Bleu ou équivalent),
- papier certifié PEFC, FSC ou équivalent.

Le grammage le plus faible compatible avec la lisibilité doit être privilégié. En cas de recours à la reprographie, le titulaire privilégie systématiquement l'impression en recto-verso et en noir et blanc.

### **Politique de déplacement des experts**

Pour se déplacer sur les différents sites concernés par l'accord-cadre, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

### **Conformité au RGEN**

L'administration entame une démarche d'écoconception des applications qui composent son offre de service et qui font l'objet du présent marché, conformément au référentiel général d'écoconception de service numérique (RGEN). Le RGEN est porté par la direction interministérielle du numérique (DINUM), et a deux principaux objectifs :

- Réduire la consommation de ressources informatiques ;
- Réduire la contribution à l'obsolescence des équipements, qu'il s'agisse des équipements utilisateurs ou des équipements réseau ou serveur.

À ce titre, les titulaires s'engagent à privilégier, chaque fois que possible, les solutions techniques et les choix de conception les plus sobres et frugaux, en cohérence avec les principes du Référentiel Général d'Écoconception des Services Numériques (RGEN) portés par la DINUM.



Lorsque la nature des prestations s'y prête, et sur demande du bénéficiaire, le titulaire est invité à renseigner, à la fin du projet ou de la phase concernée, l'outil d'auto-évaluation du RGEN fourni par la DINUM ou par le bénéficiaire.

## **ARTICLE 10 - CONSIDERATIONS SOCIALES**

### **10.1 Clause d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre, une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise titulaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **10.2 Les publics visés**

#### **Les publics visés**

- *les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)*
- *les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans*
- *les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit*
- *les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)*
- *les personnes percevant une pension d'invalidité*
- *les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi*
- *les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)*



- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

### **10.3 Objectif d'insertion**

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée de l'accord-cadre :</b>	5 (cinq) heures par tranches de 10 000 (dix mille) € HT
--	---

**Le montant total minimum à atteindre par le titulaire est de 2 700 000 € HT.**

En deçà de ce seuil, l'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique pas.



Dès l'atteinte de ce seuil, le titulaire est redevable d'un volume horaire d'insertion calibré sur le montant facturé et augmenté de 5 heures par tranche de 10 000 € HT facturés.

**Toute tranche de 10 000 € HT au-delà du seuil de 2 700 000 € HT entraîne l'exécution de 5 heures d'insertion supplémentaires, tous marchés subséquents confondus, dans la mesure où l'entreprise peut mutualiser les objectifs d'insertion entre tous les marchés subséquents dont elle est titulaire.**

#### **10.4 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché subséquent. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

##### **✓ 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, peuvent être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

##### **✓ 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de



travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

#### **10.5 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD  
*Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises*  
[valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)  
[pole-clauses@epec.paris](mailto:pole-clauses@epec.paris)  
[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC);
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.



## **10.6 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises sont traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande de l'acheteur ou du bénéficiaire, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et/ou au bénéficiaire et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris)

et

[valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.6.7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur et/ou le bénéficiaire, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.





## **ARTICLE 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **11.1 Représentation des parties**

#### **11.1.1 Représentation de l'acheteur**

Les services du Premier ministre sont désignés comme service centralisateur du présent accord-cadre interministériel et sont, à ce titre, chargés de sa conclusion, de sa gestion et de son suivi administratif.

Les services du Premier ministre, ainsi que les membres du groupement mentionnés ci-avant, sont habilités à passer des marchés subséquents sur le fondement du présent accord-cadre. Les responsables des achats des entités membres du groupement de commandes désignent, au sein de leur organisation, les administrations habilitées à conclure des marchés subséquents.

Chaque autorité habilitée à passer des marchés subséquents est responsable des formalités suivantes :

- l'élaboration et la notification des marchés subséquents ;
- le suivi administratif, technique et financier de l'exécution des marchés subséquents.

L'interlocuteur désigné par le service bénéficiaire (pour les marchés subséquents) est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché subséquent.

Le bénéficiaire notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **11.1.2 Représentant du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur et du bénéficiaire pour les besoins de l'exécution des marchés subséquents.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire à l'occasion du marché subséquent.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur ou le bénéficiaire (marchés subséquents) de toute modification d'interlocuteur désigné.



Les membres de l'équipe mobilisée sont tenus d'indiquer leur identité ainsi que le nom de l'entreprise qui les emploie dans leurs échanges avec l'administration bénéficiaire et les tiers intervenant dans le cadre des prestations (signature de courriel, présentation en réunion, etc.).

## **11.2 Conditions d'exécution**

### **11.2.1 Modalité de changements des experts**

Pendant l'exécution du marché subséquent, le bénéficiaire se réserve le droit de demander, par écrit et de manière motivée, le remplacement d'un ou plusieurs experts du titulaire si, au-delà des critères de compétence définis, la qualité des prestations ou l'attitude d'un expert s'avère insatisfaisante, notamment en matière de sécurité et de confidentialité. Le titulaire procède à son remplacement dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la réception de la demande du bénéficiaire. Le nouvel expert est soumis à l'approbation préalable du bénéficiaire et ne peut entraîner aucune hausse de coût.

Le titulaire doit également proposer le remplacement de tout expert devenu indisponible. Il en informe le bénéficiaire dans un délai de trois (3) jours ouvrés et prend toutes les mesures nécessaires pour éviter tout impact sur l'exécution des prestations. Une période de recouvrement de dix (10) jours ouvrés entre l'ancien et le nouvel expert est prévue, sous réserve de validation par le bénéficiaire.

Le titulaire est seul responsable des experts, qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique.

### **11.2.2 Les exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet, données numériques ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet, données numériques ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché subséquent.

Le titulaire s'engage à ce que tous les experts fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Le bénéficiaire du marché subséquent s'interdit d'exercer un lien hiérarchique sur les experts mobilisés par le titulaire (ou ses sous-traitants). Il ne peut pas les intégrer à son



organigramme, ni leur appliquer ses règles internes de gestion RH. Le bénéficiaire peut formuler des attentes opérationnelles ou exprimer des besoins fonctionnels, mais toute instruction relative à l'organisation du travail, à la charge ou au temps de travail doit transiter par le titulaire (ou le mandataire du groupement).

Le bénéficiaire peut contrôler la conformité et la qualité des prestations livrées, sans procéder à une évaluation individuelle des experts mobilisés. La relation contractuelle s'exerce uniquement avec le titulaire, qui reste responsable de l'exécution du marché.

En outre, lorsque les experts sont amenés à intervenir sur les sites du bénéficiaire, celle-ci doit prendre les mesures nécessaires pour qu'ils soient clairement distingués du personnel de l'administration. À cet effet, un dispositif d'identification visible doit être mis en place, tel que le port d'un badge distinctif ou tout autre moyen approprié permettant de les identifier sans équivoque.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Par l'obligation de résultat, le titulaire s'engage à exécuter purement et simplement les engagements en excluant tout aléa.

### **11.2.3 Pilotage des prestations**

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par un dispositif de pilotage organisé autour de réunions régulières entre les bénéficiaires de l'accord-cadre, la DINUM et les titulaires. Ces réunions, essentielles à la bonne gestion de l'accord-cadre, ne donnent pas lieu à une facturation complémentaire.

Après la notification de l'accord-cadre, une réunion de démarrage est prévue par la DSAF avec les titulaires et les bénéficiaires.

Le pilotage et le suivi de l'accord-cadre sont réalisés au travers de réunions de lancement et de réunions régulières entre l'acheteur, le bénéficiaire et le titulaire.

#### **a) Réunion(s) de déploiement du marché**

Une réunion de déploiement du marché se tient à l'échelon interministériel, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre. L'acheteur définit les modalités pratiques de la tenue de cette réunion, et dans le cas d'une réunion en présentiel, fournit les locaux appropriés.

A ce titre, le titulaire contribue à la préparation du support de présentation.

La réunion, pilotée par la direction des achats de l'Etat regroupe :

- Les représentants des missions ministérielles des achats ;



- Les représentants des établissements bénéficiaires ;
- Le représentant du titulaire ;
- les représentants des bureaux experts de la DAE.

Les objectifs de la réunion de déploiement sont de :

- rappeler la stratégie des achats de l'Etat sur le segment des prestations intellectuelles informatiques ;
- présenter l'organisation de l'accord-cadre ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- les modalités de remise en compétition des titulaires et clauses de l'accord-cadre s'appliquant aux marchés
- rappeler les obligations déontologiques ;
- présenter l'offre des titulaires de l'accord-cadre.

Dans les deux mois à compter de la notification du marché, le titulaire peut être amené à présenter le support contractuel au niveau ministériel, à la demande de la mission ministérielle des achats ; dans ce cas, les modalités pratiques de présentation sont précisées par chaque ministère bénéficiaire de l'accord-cadre. La présentation réalisée au profit des bénéficiaires ne fait pas l'objet d'une facturation particulière, elle est due au titre de l'attribution de l'accord-cadre.

#### **b) Comité de suivi d'exécution et de pilotage du marché**

Des réunions de suivi et de pilotage de l'accord-cadre sont organisées à fréquence semestrielle par l'acheteur avec le titulaire. Elles couvrent tout le périmètre de l'accord-cadre.

Ces réunions regroupent a minima :

- les représentants administratifs et techniques de la DINUM et de la DSAF;
- des représentants commerciaux et techniques du titulaire ;

Elles ont notamment pour objet :

- l'examen de la qualité des prestations exécutées ;
- l'examen des volumes consommés par projets conduits en mode produit ;



- le suivi financier de l'accord-cadre et le respect du montant maximum de l'accord-cadre ;
- de garantir la bonne exécution du contrat par le titulaire (bonne utilisation des unités d'œuvre, facturation, pénalités,...) ;
- de faire un état des incidents, définir les actions et le délai maximum de traitement des incidents ;
- l'identification des évolutions envisagées par chacune des parties ;
- l'examen de la bonne exécution de la clause sociale.

Tous les semestres de l'année civile et au plus tard le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, le titulaire transmet à l'acheteur, l'état de son activité comprenant :

- un état des invitations des bénéficiaires à remettre une offre comprenant pour chaque invitation :
  - o la référence PLACE (ou support de publication équivalent si l'invitation a été transmise sur une autre plateforme que la PLACE) ;
  - o l'entité bénéficiaire (ministère et service central bénéficiaire ou établissement public) ;
  - o la date de publication de l'invitation et la date limite de remise des offres ;
  - o le montant maximum du marché subséquent ;
  - o dans le cas d'une absence de réponse, le motif invoqué.
- Un état des marchés subséquents notifiés comprenant :
  - o L'entité bénéficiaire (ministère et service central bénéficiaire ou établissement public) ;
  - o Le numéro chorus du marché subséquent notifié ou l'équivalent si le bénéficiaire dispose d'un système d'information budgétaire autre que chorus ;
  - o La date de notification et la date de fin du marché subséquent ;
  - o La durée minimum et la durée maximum du marché subséquent ;
  - o Les coordonnées du correspondant chargé du suivi et du pilotage du marché subséquent (nom, prénom, fonction et adresse mail) ;



- Par marché subséquents la liste consolidée des bons de commande émis comprenant, pour chaque bon de commande :
  - le numéro et date du bon de commande,
  - l'entité bénéficiaire (ministère et service central bénéficiaire ou établissement public) ;
  - le montant total HT du bon de commande, ;
  - le montant total TTC du bon de commande ;
  - la date de service fait ;
  - la référence de la facture, le montant HT et TTC facturé ;
  - la date de paiement.

Ces états d'activité sont transmis sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, à l'acheteur à l'adresse suivante : [bam.oe@pm.gouv.fr](mailto:bam.oe@pm.gouv.fr).

Par ailleurs, une réunion de lancement du marché subséquent peut être organisée par chaque bénéficiaire après la notification de son marché subséquent.

Le bénéficiaire met à disposition du titulaire l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP.

Les modalités d'organisation de cette réunion sont définies par chaque bénéficiaire concerné, qui peut également préciser les modalités de pilotage, de suivi et de coordination quotidienne au niveau des marchés subséquents.

### **11.3 Lieu d'exécution**

Les prestations sont exécutées sur le territoire national : France hexagonale et DROM/COM compris. Les modalités précises d'exécution (présentiel ou à distance) sont définies dans l'expression du besoin et précisées dans chaque bon de commande, en fonction des besoins du bénéficiaire et des spécificités de la prestation.

### **11.4 Obligations du titulaire**

#### **11.4.1 Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, dérèglements ou dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations. Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée.



Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### **11.4.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

#### **11.4.3 Obligations de confidentialité**

Le titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la confidentialité des informations, documents et objets auxquels il a accès dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, sans qu'il soit nécessaire d'en préciser systématiquement le caractère confidentiel.

Ces éléments ne peuvent, sans autorisation expresse du bénéficiaire, être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou utilisés par le titulaire à d'autres fins que l'exécution de l'accord-cadre, y compris après son achèvement.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations par l'ensemble de son personnel, ainsi que, le cas échéant, par ses sous-traitants.

À tout moment, le bénéficiaire peut exiger la restitution des éléments ou supports contenant des informations confidentielles.

Toute violation de cette obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir des prestations menées à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;



- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ;
- L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logo type conforme à la charte graphique de l'État ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le titulaire peut être sanctionné sur le fondement du non-respect du droit des marques, du droit de la responsabilité civile (concurrence déloyale/parasitaire) ou encore du droit de la consommation (pratique commerciale trompeuse).

Toutefois, cette obligation de confidentialité ne fait pas obstacle aux exigences de transparence attachées au programme [beta.gouv.fr](http://beta.gouv.fr) ou aux dispositions relatives à la communication des documents administratifs prévues au code des relations entre le public et l'administration, notamment :

- la publication du code source des services développés,
- la communication de statistiques d'usage ou d'impact,
- la documentation publique de l'avancement des produits (site [beta.gouv.fr](http://beta.gouv.fr), démonstrateurs, etc.).

Ces éléments relèvent d'un principe de communication ouverte, auquel le titulaire s'engage à contribuer dans les conditions prévues par le marché, sauf mention expresse contraire justifiée par un impératif légal, réglementaire ou de sécurité.

#### **11.4.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges du marché subséquent.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre et les marchés subséquents.





#### **11.4.5 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations. Les titulaires respectent par ailleurs les mesures de sécurité informatique de base résumées dans le guide d'hygiène informatique de l'ANSSI (<https://cyber.gouv.fr/publications/guide-dhygiene-informatique>)

Chaque bénéficiaire fixe le cadre de sécurité applicable à la prestation, il définit la sensibilité des données qui vont être fournies au titulaire. Le titulaire s'engage à se soumettre aux exigences de sécurité définies par chaque bénéficiaire.

Toute personne relevant du titulaire est également soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités d'intervention de prestataires extérieurs définies par chaque bénéficiaire, ainsi que tout document interne type charte de confidentialité, et tout accord de confidentialité dédié qui serait nécessité par l'exécution des prestations. Le cas échéant, il doit la signer avant tout début d'exécution. Le titulaire s'engage à respecter le règlement intérieur du bénéficiaire.

#### **11.4.6 Traitement des données personnelles**

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique (responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Pour les traitements de données à caractère personnel décrits ci-après, le bénéficiaire est responsable de traitement et le titulaire est le sous-traitant tel que mentionné à l'article 28 du règlement général sur la protection des données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et ses décrets d'application.



### **Description du traitement de données à caractères personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir l'exécution des prestations issues d'un marché subséquent.

Pour chaque marché subséquent imposant le traitement de données à caractère personnel, le bénéficiaire précise au titulaire une description du traitement des données à caractère personnel.

Cette description précise :

- la nature des opérations réalisées sur les données ;
- la ou les finalités du traitement ;
- les données à caractère personnel qui seront traitées ;
- les catégories de personnes concernées ;
- les informations nécessaires que le responsable de traitement met à disposition du sous-traitant pour l'exécution des unités d'œuvre du bon de commande.

### **Obligations du titulaire vis-à-vis de la personne publique**

Le titulaire s'engage à :

- a) traiter les données en tant que sous-traitant uniquement pour les seules finalités définies précédemment.
- b) traiter les données conformément aux instructions documentées de la personne publique. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la personne publique. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer la personne publique de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- c) garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- d) veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.



e) Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **Sous-traitance ultérieure spécifique au traitement de données personnelles**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant (ou sous-traitant ultérieur) pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Dans le cas où le bénéficiaire n'aurait pas émis d'objection pendant le délai précité, sans préjudice aux dispositions de l'article R2193-4 du Code de la Commande Publique sur l'agrément tacite du sous-traitant et de ses conditions de paiement, en ce qui concerne le traitement des données cette sous-traitance ne peut être autorisée à les effectuer.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le bénéficiaire de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

### **Information des personnes concernées**

Il appartient au titulaire d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec la personne publique avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du bénéficiaire et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits notamment le droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, le droit à la limitation du traitement, le droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).



### **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à la personne publique toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les quarante-huit heures après en avoir pris connaissance et selon des moyens déterminés conjointement avec la personne publique.

#### **La notification contient au moins :**

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- la description des mesures prises ou que la personne publique propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

#### **Aide du titulaire dans le cadre du respect par la personne publique de ses obligations :**

Le titulaire aide, le cas échéant, le bénéficiaire à remplir leurs obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD (sécurité des données, notifications en cas de violation de données, analyse d'impact relative à la protection des données, consultation de la CNIL).

#### **Mesures de sécurité :**

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, et selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;



- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement;
- un outil garantissant la confidentialité dans la transmission des documents sensibles.

### **Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel et sauf disposition contraire résultant du droit de l'union européenne ou du droit d'un État membre de l'Union européenne.

### **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à la personne publique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la personne publique responsable de traitement comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de la personne publique;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;



- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Documentation**

Le titulaire met à la disposition du bénéficiaire, l'ensemble de la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations. Il permet, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris d'inspections, par le bénéficiaire ou par tout auditeur mandaté par ce dernier, et contribue à la bonne conduite de ces audits.

#### **11.4.7 Obligation de respect déontologique**

Les experts du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Les titulaires et les bénéficiaires du présent accord-cadre s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'accord-cadre, les titulaires et leurs experts sont tenus de déclarer au bénéficiaire sans délai sous leur responsabilité toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêt en utilisant le modèle de l'annexe 1 du présent CCAP. La non production de ce document vaut déclaration d'absence de conflit d'intérêts engageant le titulaire ainsi que ses experts.



En outre, le bénéficiaire se réserve la possibilité, avant toute commande, d'effectuer auprès du titulaire une demande de précisions sur un éventuel risque de conflit d'intérêts.

Les titulaires doivent s'assurer que les experts sont à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire).

### **Gestion des situations de conflit d'intérêt**

En cas de conflit d'intérêts, de risque de conflit d'intérêts, ou d'impossibilité légitime d'exécuter la prestation, le titulaire en informe le bénéficiaire de la demande d'achat et en communique, par écrit, les motifs dans les meilleurs délais qui prend les mesures appropriées.

En cas de conflit d'intérêt survenant ou signalé en cours de prestations, celles-ci peuvent être annulées avant le terme du bon de commande en cours. Cette annulation entraîne uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

#### **11.4.8 Missions pro bono**

Les prestations à titre gracieux (dites "missions pro bono") au bénéfice d'un ou plusieurs bénéficiaires sont interdites.

#### **11.4.9 Évaluation du titulaire**

Chaque titulaire est évalué au moins une fois par an au niveau du marché subséquent. Les modalités d'évaluation du titulaire sont définies dans le cadre de chaque marché subséquent.

En cas de note générale jugée insatisfaisante, l'administration bénéficiaire peut décider, dans les conditions fixées par le marché subséquent concerné :

- de l'exclusion du titulaire du mécanisme de répartition des bons de commande, cette exclusion pouvant être temporaire ou définitive;
- de la résiliation du marché subséquent aux torts du titulaire, en cas d'échec manifeste et répété dans l'exécution des prestations.



Il est porté à la connaissance des titulaires que ces évaluations peuvent faire l'objet d'une publication, dans le respect du secret des affaires notamment en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires. Ces publications sont ainsi effectuées sur décision de l'administration et conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

### **11.5 Opérations de vérification**

Sauf mentions contraires dans le CCAP du marché subséquent, les opérations de vérifications s'effectuent en application du CCAG-PI.

### **Mise à disposition d'une solution d'intermédiation et pilotage**

Eu égard à leur nature continue, les prestations de mise à disposition d'un outil d'intermédiation et de pilotage ne font l'objet d'aucune modalité d'admission des prestations particulières.

Cela ne doit pas conduire le titulaire à se dégager des obligations contractuelles lui incombant au titre du présent accord-cadre.

### **11.6 Pénalités**

L'ensemble des pénalités détaillées ci-après s'applique à chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord-cadre.

#### **11.6.1 Généralités**

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG-PI.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à une pénalité. Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent se cumuler. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas d'application des pénalités le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à





l'application de pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Le montant des pénalités est directement soustrait du montant de la facture à régler. Elles peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Si le montant des pénalités sur la totalité d'un marché subséquent atteint les 30 % du montant maximum du marché subséquent, le bénéficiaire se réserve le droit de résilier ledit marché subséquent aux torts du titulaire. Les pénalités ne sont toutefois pas plafonnées.

#### **11.6.2 Pénalités pour indisponibilité de l'outil d'intermédiation**

Dans le cas où le titulaire du marché subséquent dépasse le taux d'indisponibilité annuel pour l'outil numérique d'intermédiation il encourt l'application de pénalités.

Le montant de cette pénalité est calculé comme suit :

$$P = V * 10 \%$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité.

V = le montant annuel de mise à disposition de l'outil numérique d'intermédiation.

#### **11.6.3 Pénalités en cas de non-respect des conditions d'exécution**

- Retard dans la mise à disposition de l'outil paramétré pour le bénéficiaire

En cas de retard dans l'ouverture des droits au bénéficiaire, une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard est appliquée au titulaire. Cette pénalité est plafonnée à 2 000 euros HT.

- Experts mobilisables

Dans le cas où, à un instant donné, l'outil d'intermédiation ne dispose pas d'au moins trois profils disponibles par unité d'œuvre (UO), chacun pour une durée minimale d'un mois sous un délai de dix jours ouvrés, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard, jusqu'à la mise à disposition effective des profils requis.



- Remplacement d'un expert

Si le titulaire ne procède pas au remplacement d'un expert sur demande du bénéficiaire dans les 5 jours ouvrés suivants la demande motivée, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R/50$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur de l'UO commandée;

R = nombre de jours de retard constaté à compter de l'expiration du délai de cinq jours prévu pour le remplacement de l'expert, sur la durée totale du bon de commande.

- Absence de justification de la non-production d'au moins trois profils en phase de sourcing

Le titulaire encourt une pénalité de 500 euros par profil manquant s'il ne justifie pas l'absence de proposition d'au moins trois profils lors des phases de sourcing.

#### **11.6.4 Pénalités pour non-respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles (RGPD) ou des exigences de sécurité des systèmes d'information**

En cas de non-respect des obligations relatives au RGPD, ou des obligations relatives aux exigences de sécurité des systèmes d'information inscrites au présent marché ou transmises par la DINUM au fur et à mesure de l'exécution du marché, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de **5 % du montant HT du ou des bons de commande concernés** par manquement constaté.

Indépendamment de l'application de cette pénalité, l'Administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre et tout ou partie des marchés subséquents aux torts du titulaire.

#### **11.6.5 Pénalités pour absence de déclaration de conflit d'intérêts**



En cas de non-respect des obligations inscrites au 11.4.7 du présent document et relative à l'obligation de déclaration de conflit d'intérêts, le titulaire encourt une pénalité de **10 % du montant HT total des bons de commande concernés** pour toute omission de déclaration ou pour toute déclaration incomplète ou pour toute action contrevenant aux obligations du présent marché.

Au bout de la deuxième omission de déclaration de conflit d'intérêts, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire.

#### **11.6.6 Pénalités liées aux considérations environnementales**

Le titulaire s'engage à transmettre, à la fin de l'exécution de chaque marché subséquent, un reporting faisant état de la prise en compte de considérations environnementales dans l'exécution du marché.

En cas de non-transmission du reporting à la fin d'un marché subséquent ou d'une année d'exécution, une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement est appliquée.

#### **11.6.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, une pénalité de 50 euros peut être appliquée par heure d'insertion non réalisée. Elle est mise en œuvre par marché subséquent.

Si le titulaire ne transmet pas les attestations et/ou les justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire s'expose à une pénalité égale à 75 euros par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure du bénéficiaire du marché subséquent.

#### **11.6.8 Pénalités liées à des obligations administratives**

##### **Pénalités en cas d'absence de communication de la déclaration de sous-traitance**

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de la déclaration de sous-traitance dans les 15 jours calendaires, suite à la demande de la DINUM ou du bénéficiaire dans le cadre d'un marché subséquent, il est appliqué une pénalité de



100 € par jour ouvré de retard et par déclaration de sous-traitance.

**Pénalités pour travail dissimulé :**

Lorsque le bénéficiaire est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, le bénéficiaire peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 500 euros par jour calendaire de retard à partir de la date prévisionnelle de régularisation et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

**Pénalités pour retard de production des documents administratifs :**

Le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour de retard si les documents requis ne sont pas fournis dans un délai de 15 jours à compter de la date prévisionnelle d'envoi, et ce, jusqu'à leur transmission complète pour la régularisation.

Les documents concernés sont :

- Les attestations sociales et fiscales, ainsi que celles prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.
- L'attestation d'emploi de travailleurs étrangers, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

En outre, en cas de modification de la dénomination, du statut, des coordonnées bancaires ou postales, ou de l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations au pouvoir adjudicateur dans un délai de 20 jours à compter du fait générateur, une pénalité de 100 euros par jour de retard est appliquée jusqu'à la mise à jour effective des informations.

**ARTICLE 12 - REGIME FINANCIER**

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Pour l'État, les comptables assignataires compétents sont :



- Les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux;
- Les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
  - o arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État;
  - o arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au JORF.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Ces éléments sont précisés dans chaque marché subséquent.

## **12.1 Forme et contenu des prix**

Les prix sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du présent accord-cadre et incluent tous les frais annexes afférents à la réalisation des prestations demandées.

Les prix proposés par le titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais éventuels et matériels afférents à la réalisation des prestations, y compris les frais de déplacement, de restauration et de séjour des experts du titulaire affectés aux prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les frais engendrés par la participations aux différentes réunions, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix plafonds figurent dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement du présent accord-cadre interministériel.

Chaque marché subséquent décline un bordereau de prix unitaires, établi sur la base de ces prix plafonds.

Pour chaque marché subséquent, les prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires peuvent être inférieurs à ceux mentionnés dans l'annexe financière de l'ACIM, mais ne peuvent en aucun cas les dépasser.



Les prix sont établis au mois dit M0 correspond :

- Pour l'ACIM, à la date limite de remise des offres ;
- Pour chaque marché subséquent, à la date limite de remise des offres du marché subséquent considéré.

Les prix de l'ACIM ne sont pas révisables, en revanche, les prix des marchés subséquents peuvent l'être si les documents dudit marché le prévoient. Dans cette hypothèse les prix sont révisés dans les conditions déterminées ci-dessous.

## **12.2 Révision des prix**

Les prix des marchés subséquents peuvent être révisés dans les conditions prévues dans les pièces contractuelles des marchés subséquents en appliquant la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 (I_m/I_o)] *$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé
- P<sub>o</sub> = prix initial
- I<sub>o</sub> = valeur de l'indice de référence en vigueur au mois d'établissement des prix (M0) ;
- I<sub>m</sub> = dernière valeur connue de l'indice de référence au mois de la date de demande de révision des prix.

L'indice de référence est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique (010766572).

Lien INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766572>

### **Règles d'arrondi**

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. La règle d'arrondi est la suivante :

- Quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- Quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).



Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur. La règle d'arrondi est la suivante :

- Troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de Calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- Troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la Valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).
- Valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

### **12.3 Avances**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Le bénéficiaire détermine le taux de l'avance applicable à son marché subséquent dans le respect des règles de la commande publique.

Il n'est pas versé d'avance au titre de l'accord-cadre en lui-même.

### **12.4 Acomptes**

En application de l'article R2191-20 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'un acompte au titre des prestations en cours d'exécution. Cet acompte est versé tous les deux mois (ou un mois pour les PME au sens de l'article R2191-22 du code de la commande publique).

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

### **12.5 Cession ou nantissement de créance**

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Il est remis par le bénéficiaire sur demande du Titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-



traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

### **12.6 Modalités de paiement**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

### **12.7 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel de la consommation à l'acheteur, tous bénéficiaires confondus ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur dans un délai maximal de 30 jours à compter de cette demande.

Ce suivi repose sur un suivi semestriel des données et indicateurs clés, permettant d'évaluer la performance des prestations, de garantir leur conformité aux attentes et d'assurer une amélioration continue. Le titulaire fournira donc dans ces états de consommation, les éléments suivants :

- Numéro des commandes
- Montants des commandes
- Objet et description des commandes
- Bénéficiaires de la commande
- Détail des experts mis à disposition et leurs temps d'intervention en particulier pour les experts mobilisés sur des missions dans le cadre du programme [beta.gouv.fr](http://beta.gouv.fr)
- Satisfaction des bénéficiaires

Les indicateurs doivent être actualisés régulièrement en fonction des évolutions du marché, afin d'assurer une meilleure visibilité et de faciliter la prise de décision.





## **ARTICLE 13 -      CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications viennent changer l'objet ou la nature globale de l'accord-cadre.

Des substitutions et/ou des ajouts de prestations peuvent intervenir, en cours d'exécution du présent accord-cadre, soit à l'initiative du titulaire, soit en raison d'une évolution réglementaire et/ou normative, d'une modification économique majeure ou d'une préconisation apportée en matière de sécurité.

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre et donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Les modalités sont décrites dans les conditions fixées ci-après.

### **13.1 Évolution des expertises**

Les besoins en expertises peuvent évoluer au cours de l'exécution des marchés subséquents, en raison notamment des exigences spécifiques des bénéficiaires, des évolutions réglementaires applicables ou encore des avancées technologiques dans le domaine informatique.

Le cas échéant, ces ajustements font l'objet d'un avenant, permettant d'intégrer les nouvelles expertises proposées par le titulaire, sous réserve qu'elles soient cohérentes avec les évolutions constatées et répondent aux besoins identifiés.

Le prix applicable à ces nouvelles expertises ne peut excéder, sauf justification particulière et circonstances exceptionnelles, le prix le plus élevé inscrit dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial.

### **13.2 Modifications et ajouts à la suite d'une évolution réglementaire/normative de prestations**

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une **évolution de la réglementation ou des normes applicables** peut imposer une adaptation des prestations définies dans le marché. Cette adaptation peut impliquer :

- Une modification des prestations initialement prévues ;
- L'ajout de nouvelles caractéristiques aux unités d'œuvre existantes ;
- L'évolution des expertises requises.



Toute modification rendue nécessaire par une obligation réglementaire est mise en œuvre, par décision unilatérale de la DSAF pour ce qui concerne l'accord-cadre et des bénéficiaires pour ce qui concerne leurs marchés subséquents, conformément aux dispositions contractuelles et légales applicables.

### **13.3 Atteinte du montant maximum**

Dans le cadre de la mise en œuvre progressive des feuilles de route numériques des ministères, de nouveaux besoins sont susceptibles d'émerger en cours d'exécution, en particulier pour accompagner la transformation numérique en mode produit. Ces évolutions peuvent justifier une adaptation du périmètre financier de l'accord-cadre.

À ce titre, lorsque le montant cumulé des commandes notifiées, tous titulaires confondus, atteint 75 % du montant maximum initial de l'accord-cadre, un avenant portant augmentation du montant maximum peut être conclu, dans la limite de 15 % du montant maximum initial.

## **ARTICLE 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **14.1 Propriété des résultats**

Il est fait application des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI. Les connaissances antérieures, y compris non standards, non mentionnées par le titulaire dans son Offre ou au cours de l'exécution des prestations sont ainsi réputées traitées comme des résultats au sens du CCAG-PI.

Les résultats sont cédés à titre non exclusif aux bénéficiaires et tiers désignés par lui, sauf dans les cas pour lesquels le CCAG-PI prévoit une cession à titre exclusif. La cession intervient dans les conditions prévues par le CCAG-PI.

Le prix de cette cession est réputé inclus, forfaitairement, dans le prix payé pour l'exécution des prestations. Le titulaire ne peut donc solliciter une rémunération complémentaire ou particulière du fait de cette cession.

### **14.2 Régime de propriété intellectuelle applicable à l'outil d'intermédiation**

Le régime applicable à l'utilisation de la plateforme est celui afférent aux connaissances antérieures standards du CCAG PI.

Le Titulaire concède, à titre non exclusif, aux bénéficiaires, pour la France métropolitaine, pour la durée du droit d'auteur, le droit d'exploitation de la



plateforme, ainsi que le droit de représentation et de production de la documentation y afférente, le tout pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché.

Les codes sources documentés et produits dans le cadre de la réalisation des prestations du présent accord-cadre sont publiés en open source conformément aux orientations de la circulaire du Premier ministre 5608/SG du 19 septembre 2012 relative aux orientations pour l'usage des logiciels libres dans l'administration.

## **ARTICLE 15 - STIPULATIONS DIVERSES**

### **15.1 Langue**

Conformément aux articles R 2143-16 et R 2151-12 du Code de la commande publique, tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

### **15.2 Sous-traitance**

La gestion et le pilotage administratif, financier, calendaire et technique, assurés par les titulaires pendant toute la durée d'exécution des prestations, constituent des tâches essentielles du marché. À ce titre, elles ne peuvent en aucun cas être sous-traitées.

L'agrément et le paiement des sous-traitants sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'agrément du bénéficiaire, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum



des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le bénéficiaire dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

La sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles envers le bénéficiaire.

Le titulaire fournit au bénéficiaire toutes les pièces et attestations permettant de constater que le sous-traitant satisfait à ses obligations fiscales et sociales et qu'il respecte les dispositions du Code du travail notamment celles concernant le travail dissimulé.

### **15.3 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur ou au bénéficiaire, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire s'engage à informer expressément le bénéficiaire de toute modification de son contrat d'assurance.



Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

#### **15.4 Autres obligations administratives**

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

#### **15.5 Résiliation**

##### ➤ **Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général**

Le présent accord-cadre peut être résilié du fait de la personne publique, en application de l'article 36 du CCAG-PI, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le présent accord-cadre étant conclu sans engagement, le titulaire de l'accord-cadre n'a droit à aucune indemnité en cas de résiliation.

##### ➤ **Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire**

Le présent accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire au titre de l'article 39 du CCAG-PI et dans les conditions prévues aux articles 39.1 à 39.3 du CCAG-PI. L'administration se réserve le droit de faire exécuter l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, et ce, conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI. La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. La résiliation par l'acheteur de l'accord-cadre pour ce motif n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

##### ➤ **Résiliation de l'accord-cadre pour faute aux obligations relatives à la confidentialité et à la protection des données**

Conformément au CCAG-PI, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère



personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne, ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

➤ **Résiliation de l'accord-cadre pour événements extérieurs à l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre peut être résilié dans les cas visés à l'article 37 du CCAG-PI, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG-PI, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre, soit à l'égard d'un titulaire en particulier (**résiliation individuelle**), soit à l'égard de l'ensemble des titulaires (**résiliation collective**).

En application de l'article L.2141-12 du code de la commande publique, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées à l'article L.2141-10 du code de la commande publique.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, le marché est résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG-PI.

La violation des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire.

➤ **En cas de résiliation du marché subséquent**

L'acheteur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire de l'accord-cadre dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le bénéficiaire.

En cas de résiliation pour faute du ou des titulaire(s) dans l'exécution d'un marché subséquent, et huit jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité



➤ **Exécution aux frais et risques**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-PI.

**15.6 Différends**

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les parties peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

**15.7 Litiges et contentieux**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout litige relatif à l'exécution du présent accord-cadre interministériel relève de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04  
Courriel : [greffe.ta.paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta.paris@juradm.fr)  
Tél. 01 44 59 44 00  
Fax. 01 44 59 46 46

**ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG**

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-PI auquel il est fait dérogation
7 relatif aux documents contractuels	4
11.1.2 relatif au représentant du titulaire	3.4.1
11.6 relatif aux pénalités	14



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général du Gouvernement**

Direction des services  
administratifs et financiers

12.7 relatif aux paiements	3.7.4; 12.1.2; 12.1.3